



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 22/11/2023

Reçu en préfecture le 22/11/2023

Publié le 22/11/2023

ID : 076-217604479-20231121-M_DL231120_147-DE

webdelib

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le vingt novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 14 novembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 31

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc, HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2023

Envoyé en préfecture le 22/11/2023
Reçu en préfecture le 22/11/2023
Publié le 22/11/2023
ID : 076-217604479-20231121-M_DL231120_147-DE



M_DL231120_147

RESSOURCES HUMAINES - AFFAIRES JURIDIQUES : PROTECTION FONCTIONNELLE - PRISE EN CHARGE DES DOMMAGES ET INTERETS

M. Jérôme DUBOST, Maire.- Les articles L. 134-1 et suivants du code général de la fonction publique disposent que « L'agent public ou, le cas échéant, l'ancien agent public bénéficie, à raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire [...]. La collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté».

Les agents ci-dessous ont été victimes d'agressions durant l'exercice de leurs fonctions et les juridictions pénales leur ont alloué les dommages-intérêts suivants :

Agents	Dommages et intérêts alloués
Mme [REDACTED] et Mme [REDACTED] Affaire du 16 juin 2018 - PFA VDM 2020-02 Arrêt Cour d'Appel de Rouen du 03 février 2022	Mme [REDACTED] : 200 euros [REDACTED] : 200 euros
Monsieur [REDACTED] Affaire du 7 janvier 2022 - PFA VDM 2022-01 Jugement du Tribunal judiciaire du Havre, délibéré du 16 mars 2023	Monsieur [REDACTED] 300 euros

Compte tenu du fait que la ville de Montivilliers est tenue de réparer le préjudice subi des agents victimes d'agressions pendant l'exercice de leurs fonctions, il vous est proposé de dédommager les agents municipaux cités ci-dessus.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code général de la fonction publique, notamment ses article L. 134-1 et suivants ;

VU le budget primitif 2023 ;

VU le rapport de M. le maire ;

CONSIDÉRANT

- que la cour d'appel de Rouen a alloué aux agents municipaux des dommages et intérêts pour un montant total de 700 euros, divisés comme suit :

Agents	Dommages et intérêts alloués
Mme [REDACTED] et Mme [REDACTED] Affaire du 16 juin 2018 - PFA VDM 2020-02 Arrêt Cour d'Appel de Rouen du 03 février 2022	Mme [REDACTED] : 200 euros Mme [REDACTED] : 200 euros
Monsieur [REDACTED] Affaire du 7 janvier 2022 - PFA VDM 2022-01 Jugement du Tribunal judiciaire du Havre, délibéré du 16 mars 2023	Monsieur [REDACTED] 300 euros

- que la ville de Montivilliers, subrogée dans les droits des agents, enclenchera une procédure de recouvrement contre les auteurs des agressions par l'émission de titres exécutoires ;

- que les dispositions des articles L. 134-7 et L. 134-8 du code général de la fonction publique permettent à la ville de Montivilliers de dédommager directement les agents municipaux et d'émettre ensuite des titres exécutoires à l'encontre des auteurs pour percevoir les sommes préalablement versées ;

VU le rapport de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- de verser aux agents municipaux, M. [REDACTED] Mme [REDACTED]
[REDACTED] les dommages et intérêts qui leur ont été alloués
pour un montant total de 700 euros.

Envoyé en préfecture le 22/11/2023

Reçu en préfecture le 22/11/2023

Publié le 22/11/2023

ID : 076-217604479-20231121-M_DL231120_147-DE

webdelib

Imputation budgétaire

Exercice 2023

Budget principal

Montant de la dépense : 700 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 22/11/2023

Qualité : Maire

